

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## HCR : déjà un rapport d'activités remis au chef de l'État

**C'ÉTAIT** au cours de l'audience qu'il a accordée hier au palais de la présidence de la République, aux membres de cette institution.

J.K.M  
Libreville/Gabon

LE Haut-Commissaire général de la République, Michel Essonghe, a remis hier au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, son premier rapport des activités menées par l'institution dont il a la charge depuis le 14 mars dernier. Date de la prestation de serment des Hauts-Commissaires devant le numéro un gabonais au palais de la présidence de la République. Dans tous les cas, ce rapport était

très attendu par l'opinion publique nationale. Tant il constitue le premier du genre élaboré par les membres du Haut-Commissariat de la République. Dix-sept sages dont la mission consiste, entre autres, à proposer les modalités de réalisation de l'action politique du chef de l'État, d'assurer une veille sur l'état de la situation politique au niveau national avec l'ensemble des acteurs de la vie politique et de promouvoir l'animation du débat politique auprès des populations en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

On se souvient de ce que dans une interview accordée à notre rédaction, en juin dernier, le Haut-Commissaire général avait déclaré : "Notre approche méthodique et méthodologique repose ; primo, sur un état des lieux des politiques décidées par le président de la République sous toutes ses dénominations ; secundo, faire le point des dossiers non exécutés ; tertio, sur la réalisation des préoccupations à résoudre dans le court terme, prioritairement celles qui ont un réel impact sur le quotidien des Gabonais (...)".



Le Haut-Commissaire général, Michel Essonghe, remettant le rapport d'activités au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

## Ogooué-Maritime/PDG : rentrée politique aujourd'hui

**L'ÉVÉNEMENT** sera rehaussé par la présence du secrétaire général du parti majoritaire, Steeve Nzegho Dieko, qui échangera, en marge de cette activité, avec la base locale du parti. Et ce, dans le cadre du "Rendez-vous du militant", tel qu'annoncé hier par le porte-parole du PDG, Guy-Durand Ondzounga, au cours d'un point de presse au siège du parti à Louis.

René AKONE DZOPE  
Port-Gentil/Gabon

LES militants du Parti démocratique gabonais (PDG) dans la province de l'Ogooué-Maritime effectuent leur rentrée politique aujourd'hui. Et ce, conformément à l'esprit de la note d'orientation du secrétariat exécutif de ladite formation politique. En présence d'ailleurs du secrétaire général (SG) du parti au pouvoir, Steeve Nzegho Dieko.

L'événement est minutieusement préparé par le gotha politique local autour du secrétaire national chargé de l'animation politique dans l'Ogooué-Maritime, Richard Albert Royembo. Des réunions se sont succédées ces derniers jours aussi bien au siège de Louis à Libreville, qu'à Port-Gentil, afin qu'aucune fausse note ne soit jouée le moment venu. Tout a été réglé au millimètre près par les



Le porte-parole du PDG, Guy Durand Ondzounga.

organiseurs. La cérémonie solennelle, placée à dessein sans doute, sous le sceau de la cohésion et de l'unité, se tient à la salle des fêtes de la foire municipale Pierre-Louis-Agondjo-Okawe. Au terme de celle-ci, d'après le programme communiqué à la presse, Steeve Nzegho Dieko aura des rencontres avec les bureaux des fédérations de Port-Gentil et de Béné, dans le cadre du "Rendez-vous du militant" qui est, indique-t-on, une occasion idoine pour le SG d'avoir un échange direct avec

la base du parti. Les membres du Bureau politique, ceux du Conseil national et du Comité central seront de la partie. Le lendemain, le secrétaire général du Parti majoritaire empruntera la route - toujours inachevée - pour rallier Omboue dans le département d'Étimboue, pour le même exercice. Dans la province l'hégémonie du parti au pouvoir est retentissante. Le PDG compte en effet, 10 députés sur 13 et contrôle l'écrasante majorité des conseils municipaux et départementaux.

## Élections générales 2023 : quid du mémorandum de l'opposition ?

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**P**RENANT au mot le président de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, qui appelait la classe politique à formuler des propositions relatives à l'amélioration du processus électoral, les acteurs politiques, notamment ceux de l'opposition ont pondu un mémorandum. Objectif : éviter les errements du passé et parvenir à des élections démocratiques et apaisées. Paulette Missambo de l'Union nationale (UN), Alexandre Barro Chambrier du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Guy Nzouba Ndama de l'écurie politique "Les démocrates" et bien d'autres acteurs de ce bord se sont donc mis à la tâche, accouchant d'un exposé détaillé de la question. "Dans ce mémorandum, nous faisons des propositions concrètes à ces trois étapes : avant, pendant et après le scrutin. Nous devons nous battre pour que le pouvoir accède à nos propositions", a indiqué la native de Mulundu durant sa communication lors du congrès du Consortium de la société civile pour l'alternance et la démocratie



Paulette Missambo s'étonnant du mutisme des gouvernants après le dépôt du mémorandum de l'opposition.

au Gabon (Coted-Gabon). Ce mémorandum a été, par la suite déposé, auprès des autorités compétentes dont le ministère de l'Intérieur et la Cour constitutionnelle, pour ne citer que ces institutions. Seul hic, depuis le dépôt dudit mémorandum, l'opposition n'a reçu aucune réaction de la part des gouvernants. De quoi susciter les inquiétudes de la présidente de l'UN. "Jusqu'à présent, ce département ministériel (Intérieur) n'a pas daigné répondre à notre requête. Ce qui n'augure rien de bon. En réalité, ce mutisme concerne toute la question électorale. Parce que, jusqu'ici, nous n'avons rien entendu du côté du ministère en ce qui concerne la préparation des élections. Ce qui est sérieusement inquiétant", fustige-t-elle.